



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

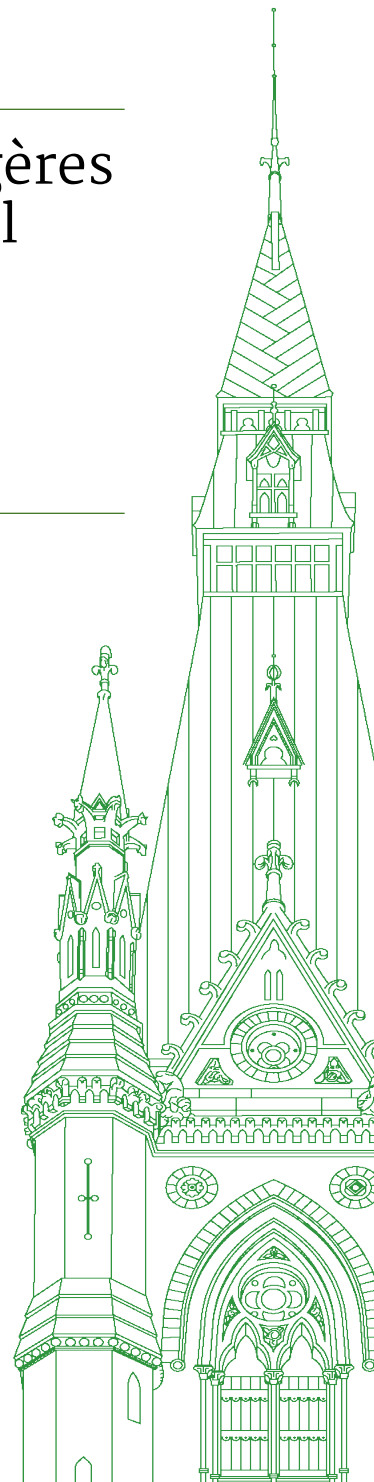
TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 014

PARTIE PUBLIQUE SEULEMENT - PUBLIC PART ONLY

Le jeudi 20 novembre 2025

Président : Ahmed Hussen



Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le jeudi 20 novembre 2025

• (1535)

[Traduction]

Le président (L'hon. Ahmed Hussen (York-Sud—Weston—Etobicoke, Lib.)): Mesdames et messieurs, la séance est ouverte.

Bienvenue à la réunion numéro 14 du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international.

[Français]

La réunion d'aujourd'hui se déroule selon le mode hybride, conformément au Règlement. Les membres y participent en personne, dans la salle, ou à distance, au moyen de l'application Zoom.

[Traduction]

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le mardi 23 septembre, le Comité se réunit aujourd'hui pour étudier la Stratégie du Canada pour l'Afrique.

Je souhaite la bienvenue à nos témoins d'aujourd'hui.

Du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, nous accueillons Cheryl Urban, sous-ministre adjointe, Secteur de l'Afrique; Andrew Smith, directeur général, Bureau des affaires panafricaines; Susan Steffen, directrice générale, Direction générale de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb; et Sara Nicholls, directrice, Direction des relations bilatérales avec l'Afrique centrale et australe.

Vous disposerez de cinq minutes au plus pour prononcer vos observations liminaires, après quoi nous passerons aux questions.

J'invite maintenant Mme Cheryl Urban à faire une déclaration préliminaire de cinq minutes au plus.

Cheryl Urban (sous-ministre adjointe, Secteur de l'Afrique, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Merci beaucoup, monsieur le président.

[Français]

Monsieur le président et honorables députés, en tant que sous-ministre adjointe du secteur de l'Afrique à Affaires mondiales Canada, je suis heureuse de m'adresser à vous cet après-midi pour parler de l'engagement du Canada en Afrique et des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie du Canada pour l'Afrique.

Le 10 avril 2024, nous avons eu l'honneur de présenter au Comité une mise à jour de l'approche du gouvernement à l'égard du continent africain dans le cadre de l'étude sur l'approche du Canada à l'égard de l'Afrique.

Affaires mondiales Canada préparait alors le deuxième dialogue de haut niveau avec la Commission de l'Union africaine, lequel s'est tenu en novembre de cette année-là.

En parallèle, le ministère a mobilisé des parties prenantes au Canada et en Afrique pour élaborer un cadre d'engagement, lequel a mené au lancement de la Stratégie du Canada pour l'Afrique en mars dernier. Le rapport du Comité a été une référence importante pour guider cette démarche.

[Traduction]

Il y a eu beaucoup de changements depuis notre dernière comparution devant le Comité et depuis le lancement de la stratégie en mars 2025. Nous assistons à une recrudescence des turbulences économiques mondiales et à un élargissement des lignes de fracture mondiales. En réponse, le gouvernement du Canada se concentre sur la productivité et la prospérité économique du pays, ainsi que sur la protection de sa souveraineté et de sa sécurité. Il s'est engagé à accroître les exportations vers les marchés autres que les États-Unis et à diversifier le commerce. Il est plus que jamais nécessaire d'établir des partenariats économiques solides avec des pays du monde entier.

La Stratégie du Canada pour l'Afrique souligne la nécessité de privilégier les partenariats mutuellement avantageux et fournit un cadre permettant de faire progresser les priorités actuelles du gouvernement. La stratégie vise à renforcer la collaboration du Canada avec l'Afrique en vue de renforcer la coopération économique, de consolider les partenariats en matière de paix et de sécurité, d'accroître la participation des communautés de la diaspora africaine au Canada et d'offrir une aide internationale qui favorise la réduction de la pauvreté et le développement économique.

[Français]

La Stratégie du Canada pour l'Afrique présente le continent comme un partenaire clé et une région d'occasions pour la réalisation des priorités internationales du Canada. L'Afrique se distingue par des économies en forte croissance, une classe moyenne en expansion et une jeunesse dynamique, moteur d'innovation et d'entrepreneuriat.

Il est essentiel pour le Canada de s'associer au continent africain afin de promouvoir la sécurité et la stabilité.

[Traduction]

Dans le cadre de la mise en œuvre continue de sa stratégie pour l'Afrique, Affaires mondiales Canada continue de donner suite aux recommandations formulées par ce comité dans son rapport de novembre 2024.

[Français]

Nous progressons sur plusieurs fronts dans la mise en œuvre de la Stratégie. D'abord, le gouvernement a nommé deux envoyés spéciaux afin de renforcer notre présence et nos échanges avec les décideurs africains, M. Ben Marc Diendéré, envoyé spécial pour l'Afrique, et M. Marcel Lebleu, envoyé spécial pour le Sahel.

Ensuite, nous travaillons à approfondir notre présence diplomatique et commerciale en Afrique, conformément aux recommandations de ce comité, notamment par la création d'un haut-commissariat à part entière en Zambie et d'une ambassade à part entière au Bénin.

Nous misons aussi sur les liens interpersonnels qui unissent le Canada et l'Afrique, notamment notre appartenance au groupe des nations francophones. Cet atout comparatif nous permet de tirer parti de partenariats avec les pays africains francophones tant sur le plan des échanges commerciaux que sur celui des alliances politiques, y compris au sein d'organisations multilatérales comme l'Organisation internationale de la Francophonie.

[Traduction]

Nous avons créé le pôle commercial pour l'Afrique, qui coordonne la diplomatie économique et les investissements commerciaux du Canada dans l'ensemble de ce continent. Ce centre joue un rôle essentiel dans la coordination avec les missions canadiennes en Afrique en vue de soutenir les entreprises du secteur privé canadien présentes sur ce continent et les priorités en matière de politique commerciale, notamment les négociations en cours avec la Zambie et la Tanzanie relatives à un accord de promotion et de protection des investissements étrangers.

Conscients de la nécessité de passer des relations d'aide traditionnelles à des partenariats économiques plus approfondis, nous avons lancé un nouveau programme de commerce et de développement pour l'Afrique. L'un des exemples concrets de ces efforts est le Carrefour commerce-développement organisé par le haut-commissariat du Canada au Kenya, qui s'est tenu fin octobre à Ottawa. Cet événement a permis de mettre en relation des partenaires de développement et des entreprises canadiennes souhaitant faire des affaires en Afrique et sur les marchés d'autres pays en développement.

Les investissements dans le commerce et le développement s'appuient sur le soutien de longue date du Canada à la Zone de libre-échange continentale africaine, qui a mobilisé le Centre africain pour la politique commerciale à la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique et des partenaires canadiens comme le Bureau de promotion du commerce Canada et un consortium dirigé par le Centre for Trade Policy and Law de l'Université Carleton, qui ont fourni une expertise technique et stratégique pour la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine.

Le Canada continue d'investir dans la réduction de la pauvreté, s'appuyant sur des décennies d'investissements significatifs dans des domaines comme les systèmes de santé et l'éducation, notamment pour les filles et les femmes. En parallèle, le Canada continue de fournir une aide humanitaire et de mener des actions de défense des intérêts politiques dans les situations de conflit et de crise dans le cadre de son engagement dans des contextes fragiles.

● (1540)

Nous continuons également de renforcer notre collaboration avec l'Union africaine depuis la signature du protocole d'entente entre le Canada et la Commission de l'Union africaine lors du deuxième

dialogue de haut niveau tenu en novembre avec la Commission. Nos responsables collaborent afin de faire progresser les priorités communes, et un troisième dialogue est prévu à l'automne 2026.

[Français]

Notre engagement auprès de la diaspora africaine au Canada s'est intensifié, notamment pour soutenir les partenariats économiques et les efforts de diversification commerciale. Depuis le début de cette année, le secteur de l'Afrique d'Affaires mondiales Canada a participé à plus de 20 initiatives menées par la diaspora au Canada, y compris dans le cadre de notre réseau de missions. En juin, par exemple, le haut-commissariat du Canada au Ghana a coorganisé le Forum d'investissement de la diaspora ghanéenne avec des institutions financières et le gouvernement ghanéen.

Nous avons également collaboré étroitement avec l'Afrique du Sud, multipliant les échanges de haut niveau au cours de la dernière année dans le cadre de nos présidences respectives du G7 et du G20. Ces interactions ont permis de consolider notre relation stratégique pour faire progresser nos intérêts bilatéraux communs et pour soutenir nos sommets respectifs, soit celui de Kananaskis et celui qui se déroule cette semaine à Johannesburg.

Enfin, il est important de rappeler que les voix africaines sont essentielles pour bâtir des systèmes multilatéraux inclusifs. Le Canada a activement soutenu l'intégration de l'Union africaine au G20. Nous avons invité l'Afrique du Sud au Sommet du G7 et nous collaborons avec elle pour appuyer sa présidence du G20. Ensemble, nous faisons progresser des priorités communes, notamment les minéraux critiques, la réduction des risques de catastrophes et l'intelligence artificielle.

Comme vous pouvez le constater, nous concentrons nos efforts sur les nouvelles priorités du gouvernement pour une prospérité et une sécurité partagées en approfondissant nos relations avec des partenaires africains clés et émergents. La mise en œuvre de la Stratégie du Canada pour l'Afrique continuera de s'adapter à l'évolution du contexte mondial et aux priorités nationales.

À travers les tensions géopolitiques et l'incertitude mondiale croissante, guidé par la Stratégie pour l'Afrique, le Canada s'engage comme un partenaire fiable, dans un esprit de relations d'égal à égal et de bénéfices mutuels.

Je vous remercie.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup pour vos observations.

Nous passons maintenant aux questions, et nous allons commencer avec Mme Rood.

Vous avez six minutes.

Lianne Rood (Middlesex—London, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à vous tous d'être ici aujourd'hui.

Ma première question est la suivante: Cette stratégie va-t-elle à l'encontre de la réduction de 2,7 milliards de dollars des dépenses d'aide prévue dans le budget? Quels problèmes une diminution du financement posera-t-elle pour une stratégie comme celle-ci, et comment le ministère prévoit-il de s'y adapter?

Cheryl Urban: Au moment de sa publication, cette stratégie pouvait être mise en œuvre avec les ressources existantes. Nous devons établir un ordre de priorité des tâches et utiliser au mieux les ressources existantes. Même dans le contexte actuel, alors que le gouvernement du Canada s'efforce de consolider ses activités et de réduire ses dépenses, nous pouvons atteindre les objectifs de la stratégie pour l'Afrique.

Nous devons établir des stratégies très claires et concrètes pour déterminer quelles seront nos priorités et comment nous affecterons nos ressources. Nous devons également renforcer la coordination entre les différents organismes gouvernementaux, par exemple Affaires mondiales Canada, Exportation et développement Canada, FinDev Canada, etc., afin d'optimiser notre impact.

Enfin, nous devons simplifier nos processus, tirer parti de l'intelligence artificielle et exploiter la technologie afin de mettre en place des processus plus efficaces. Cet objectif est réalisable avec les ressources que nous offre le programme actuel du gouvernement.

Lianne Rood: Merci beaucoup pour cette réponse.

Vous avez mentionné la simplification et la réaffectation de fonds. J'aimerais savoir quel montant supplémentaire, en plus de l'aide existante et des budgets de base des ministères, cette stratégie nécessitera au cours des cinq prochaines années. Comment allez-vous rendre compte du rendement des investissements et des exportations, des emplois canadiens soutenus et des fonds privés mobilisés?

Cheryl Urban: Comme je l'ai dit, dans la stratégie pour l'Afrique, on peut lire qu'au cours des cinq dernières années, le Canada a versé 4,5 milliards de dollars à l'Afrique dans le cadre d'une aide bilatérale. Cette somme peut être utilisée pour atteindre les objectifs de la stratégie pour l'Afrique telle qu'elle est actuellement formulée. Même si le gouvernement procède à d'autres réductions, cet objectif pourra être atteint avec les ressources dont nous disposons. Ces dernières pourraient, par exemple, être placées sur ces marchés prioritaires.

Je vais vous donner un exemple. Sur le continent africain, nos relations commerciales et d'investissement concernent principalement huit à dix pays. Nous savons où nous pouvons concentrer nos efforts.

En ce qui concerne la communication des résultats, nous avons le processus des estimations, dans le cadre duquel nous nous engageons toujours à rendre compte des résultats de toutes nos activités, qu'elles soient diplomatiques, commerciales ou axées sur l'aide internationale.

Nous avons également un rapport sur l'aide internationale, qui détaille la manière dont nous dépensons les fonds affectés à cela.

• (1545)

Lianne Rood: Existe-t-il un mécanisme permettant de rendre compte du retour sur investissement des deniers publics canadiens et du nombre d'emplois canadiens que ce financement soutiendrait?

Cheryl Urban: Le gouvernement du Canada et Affaires mondiales Canada rendront compte de tous les aspects de la coopération économique qu'ils soutiennent et des débouchés commerciaux qui y sont associés. Une stratégie de diversification commerciale sera élaborée. Le bilan qui sera présenté fera état de notre engagement et de nos efforts de coopération économique sur le continent africain.

Nous nous engageons à rendre compte des résultats et de l'incidence de ces derniers sur les Canadiens.

Lianne Rood: Je vous remercie.

Le Canada a signé un protocole d'entente avec l'Union africaine en 2024. Quels résultats concrets, échéances et plans de travail conjoints découleront de ce protocole d'entente cette année et l'année prochaine? Comment les progrès seront-ils rendus publics de manière transparente afin que le Parlement puisse demander au gouvernement de rendre compte de ses engagements?

Cheryl Urban: Je vais commencer, puis je céderai la parole à mon collègue, Drew Smith.

Le protocole d'entente que nous avons signé comportait plusieurs volets. Certains concernaient le développement, d'autres la collaboration en matière de paix et de sécurité, et d'autres encore la coopération économique.

Nous avons depuis lors collaboré avec l'Union africaine. Par exemple, notre sherpa pour le G20 et le G7 s'est rendu à Addis-Abeba et a rencontré des représentants de l'Union africaine. Comme je l'ai mentionné dans ma déclaration liminaire, nous avons prévu d'organiser un autre dialogue de haut niveau à l'automne 2026. Cette réunion, sa préparation et ses résultats feront l'objet d'un rapport public.

Monsieur Smith, souhaitez-vous ajouter quelque chose?

Andrew Smith (directeur général, Bureau des affaires pan-africaines, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Je dirais simplement qu'une transition s'est opérée au cours des derniers mois au sein de la Commission de l'Union africaine. En février dernier, un nouveau président a été nommé à la tête de la commission. Huit nouveaux commissaires ont aussi été nommés. Ce sont ces commissaires qui jouent un rôle clé dans l'établissement des priorités et du plan de travail liés au protocole d'entente.

Pour ce qui est du processus, nous sommes en train d'établir ces relations avec ces commissaires et de définir les grandes lignes du plan d'action et des travaux concrets que nous mènerons dans le cadre du protocole d'entente.

Je tiens simplement à souligner que l'un des principaux résultats attendus de l'« Agenda 2063 » — c'est le titre du document de planification central de la Commission de l'Union africaine — est l'accord de libre-échange continental. Nous continuons à nous engager dans ce sens par l'intermédiaire d'un certain nombre d'investissements différents dans l'aide au développement.

Lianne Rood: Cette stratégie a été présentée comme étant d'une importance historique. Plus précisément, qu'est-ce qui est nouveau ou différent par rapport aux stratégies passées? Quelles mesures antérieures le ministère a-t-il considérées comme étant des échecs à ne pas répéter?

Cheryl Urban: Je pense que l'objectif de la stratégie est d'apporter un véritable changement. Elle est censée être un pivot. Il s'agit principalement d'un pivot vers une coopération économique accrue et des partenariats mutuellement avantageux entre le Canada et les pays africains.

Le Canada est présent en Afrique depuis plusieurs décennies. Il y joue un rôle important et il y est généralement bien accueilli. Nous avons mené des consultations pendant deux ans pour élaborer cette stratégie pour l'Afrique. Nos interlocuteurs africains et d'autres nous ont dit que cette stratégie était positive, mais qu'elle ratait une occasion de diversifier ces partenariats afin de les axer davantage sur le commerce, l'investissement et la participation de notre secteur privé.

C'est ce que nous allons changer. Nous allons mettre la pédale douce sur l'aspect sectoriel de ces relations.

Le président: Merci beaucoup, députée Rood.

Nous passons maintenant à la députée Vandenberg. Vous disposez de six minutes.

• (1550)

Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Merci beaucoup de votre exposé.

J'aimerais parler un peu du travail que nous faisons en matière de prévention des conflits et de reconstruction après les conflits, en particulier pour les femmes, la paix et la sécurité. Nous savons qu'à l'heure actuelle, il pourrait y avoir jusqu'à 50 conflits actifs sur le continent. L'engagement du Canada envers les femmes, la paix et la sécurité remonte à loin. Nous en sommes à notre troisième plan d'action national pour les femmes, la paix et la sécurité. Nous savons que lorsque les femmes participent à toutes les étapes du processus, les accords de paix ont plus de chances de durer.

Pourriez-vous nous parler un peu de notre engagement continu en faveur de la paix et de la sécurité des femmes et de la manière dont cet engagement s'intègre à certaines de nos initiatives de prévention des conflits sur le continent?

Cheryl Urban: Merci beaucoup. Je vais commencer, puis je laisserai la parole à mes collègues pour qu'ils vous donnent des exemples plus concrets.

Jusqu'ici, j'ai beaucoup parlé de la coopération économique comme pilier de la stratégie pour l'Afrique, mais un autre pilier très important est la paix et la sécurité. Si nous recherchons des relations mutuellement avantageuses et une stratégie qui profite aux Canadiens, il ne s'agit pas seulement d'avantages économiques, mais aussi d'avantages en matière de sécurité. Cela nous ramène aux Canadiens.

Le Canada s'engage depuis longtemps en faveur de la paix et de la sécurité sur le continent africain. Nous avons mis en place de nombreux programmes, notamment dans les domaines de la réduction des menaces liées aux armes, de la lutte contre le terrorisme, ainsi que de la paix et de la sécurité. Nous avons établi des partenariats dans le cadre de l'Initiative Elsie et des Principes de Vancouver. Le Canada a fait preuve de leadership dans les domaines qui touchent aux femmes, à la paix et à la sécurité. Cela montre que le fait de mettre l'accent sur les femmes peut nous aider à atteindre nos objectifs en matière de paix et de sécurité dans la région.

Je vais demander à l'un de mes collègues de vous donner un exemple concret de notre façon de procéder.

Sara Nicholls (directrice, Direction des relations bilatérales avec l'Afrique centrale et australe, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Je vais vous donner un exemple qui concerne l'Éthiopie. C'est un pays où le Canada a fait preuve d'un leadership impressionnant à la suite de l'accord de

Pretoria qui est intervenu en 2022. Le pays avait grand besoin de programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, ou programmes DDR.

Le Canada a dirigé la création d'une alliance multipartite, qui est devenue le fonds multipartite DDR pour l'Éthiopie. Le Canada a investi 14 millions de dollars et les résultats sont impressionnants, notamment la démobilisation de 80 000 personnes au cours de cette première phase.

C'est un exemple que l'on peut citer pour illustrer le leadership du Canada.

Anita Vandenberg: J'ai noté que vous avez mentionné dans votre allocution le Fonds Égalité et le Programme voix et leadership des femmes, qui fournissent un financement direct aux femmes et aux organisations féministes en première ligne. On parle ici de petites subventions où chaque dollar investi a vraiment un impact beaucoup plus important que s'il était dépensé autrement.

Je sais que, dans le cadre de son engagement décennal en faveur de la santé, le Canada s'est également engagé à promouvoir la santé et les droits sexuels et reproductifs. Bien entendu, tout cela est conforme au Protocole de Maputo et aux États-nations.

Pouvez-vous nous donner un aperçu de l'état d'avancement de notre soutien à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, ainsi que quelques exemples de l'impact que ce soutien a pu avoir?

Cheryl Urban: Je vais faire la même chose que la dernière fois, c'est-à-dire que je vais donner une réponse générale, puis passer à des exemples concrets.

Je dirais que des programmes comme le Programme voix et leadership des femmes sont de véritables exemples de la façon dont le Canada crée un changement transformationnel en tirant parti des approches locales et d'un souci de localiser l'élaboration de nos programmes. De plus, dans le cadre des efforts que nous déployons pour favoriser la croissance économique et apporter des changements d'envergure, nous savons qu'investir dans les femmes est un moyen très important d'atteindre ces objectifs économiques et de sécurité.

Comme je l'ai mentionné, nous investissons depuis longtemps dans la santé. C'est un élément qui est à l'origine d'une bonne partie des partenariats que nous avons présentement sur le continent.

Je vais maintenant céder la parole à Mme Steffen.

Susan Steffen (directrice générale, Direction générale de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Je peux citer au moins un exemple qui illustre notre engagement à promouvoir la santé et les droits sexuels et reproductifs ainsi que le développement économique. Il s'agit d'un projet que nous sommes en train de déployer au Ghana, intitulé « Générer les revenus pour la nutrition au Ghana ». Cette initiative dotée d'une enveloppe de 10 millions de dollars est menée en collaboration avec le Centre international de la pomme de terre de l'Île-du-Prince-Édouard et CARE International.

Le projet a pour but d'améliorer la sécurité nutritionnelle et financière des femmes, des jeunes et des jeunes enfants dans les districts nord du Ghana, qui sont particulièrement touchés par l'insécurité. Le projet mise sur la formation des femmes et des hommes à la disponibilité équitable des nutriments et à l'alimentation saine des enfants. Il encourage les ménages à participer à l'agriculture en tant que club d'affaires et fournit un soutien technique et logistique aux petites et moyennes entreprises de transformation agricole. Il met fortement l'accent sur le rôle des femmes en matière de nutrition et de santé, ce qui permet à ces dernières d'être en meilleure santé au moment de l'accouchement, un élément clé de leur santé et de leurs droits sexuels et reproductifs.

● (1555)

Anita Vandenberg: Je vous remercie.

Je note que vous avez parlé de localisation. Bien sûr, nous savons que pour le développement, en particulier lorsqu'il s'agit de projets de développement international, notre politique d'aide internationale féministe repose sur l'idée que lorsque des femmes sont sollicitées, il est préférable de les intégrer dans la conception et la mise en œuvre de tous les projets plutôt que de les considérer comme de simples bénéficiaires. Qu'ils profitent ou non spécifiquement aux femmes, ces projets ont plus de chances de réussir lorsqu'ils bénéficient de la contribution des femmes et des filles à l'échelle locale.

Pouvez-vous nous parler un peu des progrès réalisés dans le cadre de notre politique d'aide internationale féministe?

Cheryl Urban: D'une manière générale, je dirais que, comme vous l'avez mentionné, nous savons que les droits de la personne sont un élément important de l'engagement du Canada à l'échelle mondiale. Cela signifie que l'aide internationale doit procéder d'une approche fondée sur les droits de la personne, et que ceux que nous aidons sont des agents de changement qui travaillent pour améliorer leur propre sort. Nos investissements dans ces domaines ont donné de nombreux résultats.

Je vais laisser ma collègue, Mme Nicholls, vous entretenir à ce sujet.

Sara Nicholls: Je vous remercie.

Si vous me le permettez, j'aimerais vous donner un exemple prenant place au Mozambique. Là-bas, le Programme voix et leadership des femmes — qui vise à renforcer les capacités des très modestes organisations de femmes qui n'auraient pas nécessairement accès à des subventions par d'autres moyens — offre un soutien additionnel pour permettre aux organisations concernées d'être fortes et de rester là où elles sont. Au Mozambique, nous travaillons avec un partenaire local. Bien que le fait que la langue locale soit le portugais et que cela présente certaines difficultés, nous travaillons étroitement avec cette organisation locale pour renforcer les capacités de centaines de groupes de femmes à travers le pays.

Cela s'est avéré encore plus important lorsque le Mozambique a été secoué par une période de violence précédant les élections et qu'il a eu besoin d'une société civile robuste dans le cadre du processus de réconciliation et de paix. La présidente, qui dirige l'AMUDEIA, participe à ce processus de paix central. Elle reconnaît le travail qui a été fait avec le Canada pour renforcer les organisations de femmes dans son pays et veiller à ce qu'elle ait la visibilité nécessaire pour être invitée à cette table.

Le président: Merci beaucoup.

[Français]

Monsieur Simard, vous avez la parole pour six minutes.

Mario Simard (Jonquière, BQ): Je vous remercie, monsieur le président.

Je vous remercie de vos présentations, monsieur Smith.

Habituellement, je ne participe pas à ce comité. Je vais vous poser une question qui pourra vous sembler un peu insolite.

Il y a une semaine, j'étais à Sudbury, où je visitais une mine de nickel. On m'a expliqué que les principales compétitrices des mines de nickel canadiennes sont chinoises, mais surtout africaines. Le dumping social fait en sorte que ces mines compétitrices sont capables d'extraire le nickel à de très bas coûts et de faire chuter les prix. Si je ne m'abuse, le minerai se vend à 14 000 dollars la tonne. C'est donc un prix très bas.

Dans votre stratégie, y a-t-il des développements en cours ou des mesures pour lutter contre ce phénomène de dumping social? Pour renforcer le développement et les partenariats économiques, avez-vous des programmes ou encore des initiatives qui visent, d'une part, par un volet d'éducation populaire, à renseigner les populations sur leurs droits et leur permettre d'améliorer leurs conditions de travail et, d'autre part, à essayer, à tout le moins, d'équilibrer ce fonctionnement économique entre le Nord et le Sud, qui est souvent un problème?

[Traduction]

Andrew Smith: Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie, un programme de commerce et de développement a été annoncé. Je pense que vous soulevez des questions importantes. En ce qui concerne le dumping, nous ne pouvons pas faire grand-chose au sein d'Affaires mondiales pour exercer une influence sur le prix du marché de produits miniers tels que le nickel, mais nous pouvons faire beaucoup en ce qui concerne la façon dont les minéraux sont produits. C'est un aspect que nous examinerons assurément lorsque nous commencerons à mettre en œuvre notre programme de commerce et de développement. À mesure que les investissements seront réalisés — qu'il s'agisse d'investissements canadiens ou d'autres formes de soutien à un gouvernement local —, nous examinerons les conditions favorables au développement. Dans ce cas-ci, il s'agirait du développement de la production minière.

Je dirais simplement que le Canada jouit d'une très bonne réputation à l'échelle mondiale en ce qui concerne les normes environnementales, sociales et de gouvernance, ou ESG. Les normes « Vers le développement minier durable » établies par l'Association minière du Canada sont très bien perçues à l'échelle mondiale, et nous aimerions les voir mises en œuvre dans le cadre de notre travail en Afrique.

● (1600)

[Français]

Mario Simard: Merci.

Je vous ai dit ça parce que certaines choses semblent avoir changé entre le moment où vous avez mis en place cette stratégie et le dépôt du budget de 2025, où le gouvernement annonce ses intentions. Je ne sais pas si vous avez entendu ce que le premier ministre, M. Carney, a dit relativement au budget. Il a dit vouloir que le Canada fasse concurrence à la Chine dans le secteur des minéraux critiques et devienne un fournisseur mondial qui ferait preuve d'un peu plus d'éthique que certains autres pays. Dans ce contexte, avez-vous changé vos approches, ou est-ce plutôt quelque chose sur quoi vous pouvez axer davantage vos efforts?

Je comprends qu'une stratégie est une chose qui évolue, qui doit se transformer. Y a-t-il une boucle de rétroaction qui s'active quand vous déposez une stratégie particulière? Y a-t-il une façon de revoir les pratiques que vous avez mises en place pour répondre aux intérêts et aux enjeux qui sont changeants?

[Traduction]

Cheryl Urban: Pour commencer, je dirais qu'il est très important de veiller à ce que la mise en œuvre d'une stratégie reste en phase avec les défis actuels. Comme je l'ai mentionné dans ma déclaration liminaire, depuis la publication de la stratégie en mars 2025, nous avons déjà constaté un changement dans la situation mondiale.

La mise en œuvre de la stratégie se fait en temps réel. Elle est menée à partir du bureau central, mais aussi par chacune de nos ambassades et par chacun de nos chefs de mission. Tous observent la situation sur le terrain au quotidien et jaugent la réalité au jour le jour, ajustant et sélectionnant les priorités et les approches en conséquence.

[Français]

Susan Steffen: Je peux ajouter un élément.

En Afrique, quand il est question de la Chine, on parle très souvent de l'extraction illégale et artisanale qui cause maints problèmes chez les gens qui font ces extractions. C'est là qu'il peut y avoir une concurrence qui est du dumping. Nous concentrons donc beaucoup nos efforts sur les questions minières.

L'extraction illégale et artisanale cause aussi des problèmes environnementaux. Les gouvernements africains eux-mêmes nous demandent de plus en plus de travailler pour contrer cet enjeu, parce que cela leur cause des problèmes de sécurité et c'est une source de frustration pour leur marché.

Mario Simard: Je ne veux pas polluer l'étude du Comité, mais, si vous avez de l'information supplémentaire à ce sujet, pourriez-vous la déposer au Comité? Ce pourrait être intéressant.

Je voudrais revenir rapidement à votre stratégie, car je crois qu'il me reste peu de temps.

L'Afrique est un milieu culturel très hétérogène. Je veux vous parler surtout de la question linguistique. Avez-vous des approches différentes, que ce soit dans l'Afrique francophone ou dans l'Afrique anglophone? Dans votre déclaration liminaire, vous avez parlé un peu de l'Organisation internationale de la Francophonie. Je suppose que vos approches sont modulées en fonction de l'Afrique francophone, puis...

[Traduction]

Le président: Nous avons dépassé le temps imparti. Donnez une réponse très brève, puis nous devons passer à autre chose.

[Français]

Susan Steffen: Toutes nos approches sont modulées et taillées selon le contexte de chaque pays, qu'il soit francophone, anglophone, lusophone, ou qu'on y parle aucune de ces trois langues, comme l'Éthiopie.

Les contextes et les forums où nous interagissons avec ces pays sont différents. Il y a l'Organisation internationale de la Francophonie où se retrouvent 27 pays africains. C'est donc un bon forum pour interagir avec ces pays.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Ziad Aboultaif.

Monsieur Aboultaif, vous avez cinq minutes.

Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Merci, monsieur le président.

Madame Urban, merci à vous ainsi qu'à tous vos collègues de votre présence devant le Comité.

À Affaires mondiales Canada, un travailleur sur cinq perdra son emploi. Pour certains, cela pourrait se produire avant décembre de cette année. Quelle incidence cela aura-t-il sur la stratégie pour l'Afrique et sur la mission en Afrique en général?

Cheryl Urban: Affaires mondiales Canada fait partie des nombreux ministères fédéraux qui, dans le contexte économique actuel du Canada, vont entreprendre cet exercice de réduction.

Lorsque nous envisageons de procéder à ces réductions, il s'agit bien sûr d'un exercice visant à nous assurer que les ressources restantes correspondent à nos priorités. Comme je l'ai dit tout à l'heure, pour mettre en œuvre la stratégie pour l'Afrique, il s'agit essentiellement de comprendre quelles sont nos priorités afin d'être en mesure d'établir où nous devons conserver ou transférer nos ressources pour fonctionner dans ce cadre et obtenir des résultats.

• (1605)

Ziad Aboultaif: À ce propos, vous avez mentionné les priorités. Je m'intéresse beaucoup aux priorités.

Quelles sont les priorités depuis que nous avons mis en place la stratégie pour l'Afrique lors de la dernière législature? Je crois qu'il y avait beaucoup de recommandations selon lesquelles nous devrions focaliser nos efforts plutôt que de les disperser dans toute l'Afrique. Vous avez assurément pris ce rapport en considération. Nous savons que, en mars de cette année, je crois, la stratégie pour l'Afrique a été rendue publique.

Où sont les priorités et où allons-nous mettre l'accent? Entre les suppressions d'emplois et le besoin d'être efficace sur un marché stratégique aussi important pour nous et dans le cadre d'un plan stratégique névralgique, comment allez-vous trouver un équilibre? Où allez-vous mettre l'accent? Je suis curieux de le savoir.

Cheryl Urban: Le gouvernement du Canada a été très clair quant à ses priorités concernant les sept missions mises de l'avant par le premier ministre.

Au sein d'Affaires mondiales Canada, nous comprenons ce que cela signifie pour nous en ce qui a trait à notre engagement sur la scène internationale. Nous savons que nous devons œuvrer à renforcer les intérêts économiques et sécuritaires du Canada et à faire progresser la souveraineté canadienne. Nous avons le mandat clair de nous focaliser sur la diversification du commerce.

Nous savons que notre engagement en Afrique fait partie de cette priorité. Bien que le gouvernement se focalise aujourd'hui sur les marchés de l'Indo-Pacifique et de l'Europe, c'est là que se situe l'engagement du Canada à l'heure actuelle. Nous savons également que nos activités en Afrique font partie de cette priorité et que nous avons un rôle à jouer en nous concentrant sur la coopération économique par divers moyens. Nous...

Ziad Aboultaif: Je suis désolé de vous interrompre.

En tant que sous-ministre adjointe, Secteur de l'Afrique, pouvez-vous nous parler d'un ou de plusieurs projets précis sur lesquels le gouvernement travaille et qui seraient susceptibles d'apporter de bonnes nouvelles aux Canadiens quant au succès de la stratégie pour l'Afrique? Si vous pouvez citer un exemple dès maintenant, ce serait très utile. Je sais que le gouvernement travaille, mais vous faites partie du gouvernement et vous y occupez un poste important.

Nous aimerions vous entendre à ce sujet.

Cheryl Urban: Bien sûr.

Je vous ai déjà parlé de certaines des initiatives que nous avons entreprises.

Je crois que là où vous voulez en venir est peut-être ceci: ce dont ce gouvernement a besoin présentement, ce sont des accords. Ce dont il a besoin, ce sont des débouchés concrets — y compris pour le secteur privé canadien — qui lui permettront véritablement de faire avancer son programme économique.

Ziad Aboultaif: Pouvez-vous citer un projet ou un pays en particulier? Cette semaine, le premier ministre est à Abu Dhabi. Nous savons que cela pourrait être porteur de bonnes nouvelles pour, espérons-le, le secteur de l'intelligence artificielle.

Qui aura-t-il en Afrique? Où et comment cela se fera-t-il? Sur quoi l'accent sera-t-il mis? Je pense qu'il est très important d'avoir des détails à ce sujet, plutôt que de simples renseignements généraux sur la direction que nous prenons.

Cheryl Urban: Je suis heureuse de vous donner un exemple. Il ne s'agit pas d'un seul pays. Plusieurs pays se distinguent lorsque nous examinons le potentiel de conclure des accords concrets.

À titre d'exemple, nous avons beaucoup travaillé avec l'Afrique du Sud dans le cadre des présidences du G20 et du G7. Nous avons tenu de nombreuses réunions à l'échelon des dirigeants et des ministres des Affaires étrangères. Le premier ministre se rendra à Johannesburg. Il participera au G20. Il est très probable que des réunions bilatérales auront lieu à l'échelon des dirigeants. Le Canada et l'Afrique du Sud ont collaboré à l'élaboration d'un programme économique ambitieux qui vise à faire progresser nos économies respectives.

Ziad Aboultaif: Je m'excuse. Est-ce dans le domaine de l'intelligence artificielle? Est-ce dans le secteur minier? Est-ce dans le secteur pétrolier et gazier? Est-ce en éducation?

Pouvez-vous nous donner des exemples concrets?

Cheryl Urban: Je ne veux pas m'avancer avant les annonces qui suivront la réunion du G20.

Ce que je peux dire, c'est qu'on travaille à des aspects très concrets du programme. Plus précisément, si vous regardez les liens entre les présidences du G20 et du G7, il y a des priorités communes dans les domaines de l'intelligence artificielle, des minéraux critiques et des feux de forêt. Il y a des points de convergence, et un intérêt commun d'accroître les investissements entre pays.

Le président: Votre temps est écoulé, monsieur, malheureusement.

Nous passons maintenant à M. Rob Oliphant.

Vous avez cinq minutes.

L'hon. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins de leur présence. Je vous remercie du travail que vous faites.

Il y a beaucoup de choses pour lesquelles je veux vous remercier. Je tiens d'abord à vous remercier de prendre au sérieux le travail du Comité dans l'élaboration de cette stratégie. Deux processus ont été menés en tandem. Il y a eu l'étude du Comité ici, autour de cette table, où nous avons entendu des témoins, et il y a eu le processus d'Affaires mondiales, qui a recueilli environ 600 témoignages, opinions et mémoires écrits. Cela fait beaucoup. Je vous remercie de prendre les parlementaires au sérieux.

Je vais poursuivre dans la même veine que M. Aboultaif. Je dirais d'abord que le changement le plus important est la création d'un pôle commercial. Même si nous n'avons pas encore conclu d'accords, cela fait six ou sept mois que ce pôle a été créé. Il y a eu des élections au Canada pendant ce temps, et beaucoup de choses se sont passées pendant l'été. Je peux vous donner quelques minutes pour en parler.

Ce que j'entends dans le milieu, tant de la part d'Africains que de Canadiens, c'est qu'ils ont maintenant un endroit où aller, ils ont l'impression qu'il y a un guichet unique. Ils peuvent rassembler tout un tas d'acteurs différents dans le même noyau, si je puis dire — je n'aime pas ce mot —, au même endroit. C'est une chose.

Pour ce qui est des accords, ils viendront. Il pourrait y en avoir en agroalimentaire, dans le secteur minier, en construction, en infrastructure, dans toutes sortes de domaines dans lesquels le Canada a des compétences.

J'aimerais insister un peu sur l'importance de la diaspora. Vous en avez parlé dans vos observations, mais cela fait partie des atouts que nous avons, au Canada — je dois dire nous, ici —, c'est une force et un avantage du Canada, par rapport à d'autres pays. Dans la soi-disant lutte pour l'Afrique, nous avons l'avantage de disposer au Canada de communautés de la diaspora de toutes les régions de l'Afrique. Nous avons des citoyens, des gens d'affaires, des universitaires, des organisations, des institutions, des francophones, des anglophones, des lusophones, etc. dans nos universités, nos associations commerciales et nos groupes professionnels. Nous nous sommes imaginé que nous allions leur trouver une place.

Nous avons un pôle commercial, mais nous avons parlé de trouver un moyen d'éviter de n'avoir que des conversations éparées ou ponctuelles avec les Afro-Canadiens de la diaspora qui se manifestent. Nous devons plutôt essayer de créer un système vers lequel les Canadiens qui ont des racines africaines pourront se tourner, comme ce pôle commercial, pour dire : « Voici nos idées, voici les contacts que nous avons. Nous avons la connaissance de la langue, de la culture, l'expérience nécessaire et tout. »

Pouvez-vous nous parler un peu de la façon dont nous allons nous y prendre?

• (1610)

Cheryl Urban: Le pôle commercial a beaucoup changé la donne pour Affaires mondiales Canada et notre capacité d'engager des négociations commerciales. L'équipe s'affaire à cibler les marchés à prioriser, en tenant compte des forces canadiennes et des secteurs canadiens qui peuvent interpeller nos interlocuteurs.

En ce qui concerne la diaspora, nous sommes résolus à établir un mécanisme de mobilisation de la diaspora. Je vais céder la parole à mon collègue, Andrew Smith, qui pourra vous en dire un peu plus sur les activités de notre pôle commercial, sur le levier qu'il nous donne et sur ce que nous pouvons espérer d'une mobilisation plus systématique de la diaspora. Dans le travail préparatoire à l'établissement de cette stratégie, nous nous sommes rendu compte de l'utilité d'être en dialogue continu avec les communautés de la diaspora.

Andrew Smith: Avant de parler du pôle commercial, je tiens à souligner que les relations avec la diaspora sont vraiment multidimensionnelles. La recommandation du Comité selon laquelle il est important d'avoir des communications informelles avec la diaspora — en plus de communications plus officielles, structurées et continues pour la mise en œuvre de la stratégie — est au cœur de la façon dont nous envisageons les relations avec la diaspora. Nous voyons comment les relations avec la diaspora interviennent dans de nombreux aspects de notre travail pour mettre la stratégie en œuvre.

En ce qui concerne le pôle commercial, comme Mme Urban vient de le mentionner, il est très important de déterminer quels marchés prioriser. Il en a été question en réponse à d'autres questions aujourd'hui. Comment voulons-nous utiliser cette stratégie pour aller au-delà du concept global de l'Afrique et cibler les pays et régions importants, tant pour le commerce que pour l'investissement ou la paix et la sécurité. Notre travail consiste beaucoup, en ce moment, à essayer de déterminer quels seraient les marchés prioritaires et comment nous voulons nous engager.

Le budget nous a fourni de nouveaux outils, notamment le pôle commercial, afin de soutenir les entreprises canadiennes qui cherchent à entrer sur le marché africain. C'est là que la diaspora joue un rôle très important. Nous pouvons travailler au Canada avec la diaspora canadienne qui entretient des relations commerciales avec l'Afrique, qui cherche à intensifier ses activités en Afrique ou à exporter en Afrique.

Le président: Merci beaucoup.

[Français]

Monsieur Simard, vous avez la parole pour deux minutes et demie.

• (1615)

Mario Simard: Merci beaucoup, monsieur le président.

Dans le but de renforcer vos liens, vos engagements diplomatiques et vos liens interpersonnels, le milieu universitaire est un très bon vecteur d'échanges entre les pays, tout comme le milieu scientifique.

Dans mon ancienne vie, à l'Université du Québec à Chicoutimi, plusieurs de mes collègues entretenaient des relations avec des universités africaines. À ma connaissance, ce n'était jamais structuré par le gouvernement. Il s'agissait d'initiatives qui venaient plutôt des professeurs eux-mêmes dans leur champ spécifique de recherche.

Dans votre stratégie, y a-t-il des éléments qui peuvent soutenir ces initiatives dont tout le monde sortirait gagnant dans le cadre des échanges universitaires?

Cheryl Urban: Je vous remercie de votre question.

Je vais commencer par y répondre, et je demanderai ensuite à mes collègues d'ajouter des commentaires.

Le secteur de l'éducation est très important. Il représente une partie considérable de notre commerce et de nos liens entre les pays.

Ma collègue peut peut-être vous donner des exemples.

Susan Steffen: Merci.

En effet, l'Université de Québec à Chicoutimi a mené des projets en Afrique de concert avec notre ministère, et ceux-ci ont porté leurs fruits. Plusieurs exemples de projets ou d'initiatives peuvent sembler moins structurés de l'extérieur, mais, de l'intérieur, nous avons établi des priorités pour chaque pays dans lequel nous intervenons. De plus, si on nous propose un projet qui correspond à nos priorités pour ce pays, nous regardons si nous pouvons le financer ou non. De l'extérieur, cela peut être perçu comme étant un peu farfelu, mais c'est ainsi que c'est structuré dans notre ministère.

Je dirais aussi qu'une autre partie de notre ministère est responsable des relations avec les instances universitaires et les collèges. Leur travail est de s'assurer que leur programme international correspond aux priorités du ministère.

Mario Simard: Merci.

Je poursuis dans la même veine. Je ne sais pas si vous avez vu les reportages de l'émission *Enquête*, il y a peut-être un mois ou deux de cela. On parlait des passeurs africains qui fournissaient des titres d'université de façon illégale. On semble s'être passé le mot en Afrique, à savoir que c'était plus facile. On sait qu'il y a une diaspora fort importante de l'Afrique francophone au Québec.

Y a-t-il un travail qui est fait de votre part pour fournir la bonne information? Dans le cadre de votre stratégie, avez-vous vu de vastes mouvements de migration, c'est-à-dire des demandeurs d'asile et des étudiants qui venaient au Canada au moyen d'invitations factices d'universités? Y a-t-il un travail que vous pouvez faire de votre côté pour fournir de l'information à ces gens?

[Traduction]

Le président: Pourriez-vous répondre très brièvement, s'il vous plaît? Nous avons dépassé le temps imparti.

[Français]

Susan Steffen: Je pense que d'autres ministères sont impliqués, je ne parlerai donc pas en leur nom.

Nous sommes très conscients des problèmes qui existent. Nous sommes un peu victimes de notre propre succès. Des informations ont été communiquées par l'entremise de foires universitaires, qui sont mises en place sur le terrain, dans le cadre de nos missions outre-mer, et nous fournissons des renseignements précisément pour essayer d'éviter ce genre de situation.

[Traduction]

Le président: Merci.

Nous passons maintenant à M. Ziad Aboultaif.

Vous avez cinq minutes.

Ziad Aboultaif: Merci encore, monsieur le président.

En 2018, j'ai visité le Sénégal, le Bénin et le Nigeria avec le ministre Guilbeault. Je sais que les gouvernements chinois et américain sont très présents au Bénin, et je suis heureux d'apprendre que nous y avons maintenant un bureau ou une ambassade.

Au Nigeria, notre mission diplomatique m'a dit que nous devrions accorder plus d'attention au Nigeria et qu'il vaudrait peut-être la peine qu'un ministre aille y faire une visite, car il y a tellement de choses qui se passent là-bas.

J'entends la même chose à propos de l'Algérie, dont l'économie est également en croissance et qui a beaucoup de choses en commun avec nous dans des domaines comme l'agriculture, le pétrole et le gaz.

Pouvez-vous nous parler des objectifs de nos missions au Nigeria et en Algérie? J'aimerais beaucoup que vous me nommiez des projets.

Cheryl Urban: En effet, le Nigeria et l'Algérie sont des pays très importants pour nous sur les plans du commerce et de l'investissement.

Je vais céder la parole à notre directrice générale pour qu'elle vous donne plus de détails.

Susan Steffen: Je vais les aborder séparément. Ce sont deux des plus grandes économies du continent.

L'Algérie est notre plus grand marché d'exportation sur le continent. La majeure partie de nos exportations là-bas sont des céréales. Restez à l'affût des ententes qui seront conclues avec ce pays. Ce sera très productif dans ce domaine. Vous feriez bien de continuer de surveiller les exportations de produits agricoles vers l'Algérie. Je pense que nous allons avoir beaucoup de succès là-bas. Nos priorités sur le continent sont désormais la diversification du commerce et la solidité de nos relations avec ces pays. Nous misons sur nos intérêts communs. Dans le cas de l'Algérie, absolument, la diversification du commerce est en tête de liste.

Au Nigeria, il y a deux choses. La sécurité est un aspect important de la réalité sur le terrain et, par conséquent, de notre relation avec le pays. Dans le passé, le Nigeria était un important fournisseur de troupes de maintien de la paix, nous avions donc une certaine interaction avec le pays pour cela également. Aujourd'hui, le pays a beaucoup plus de mal à assurer sa propre sécurité intérieure. Le Nigeria est la deuxième économie du continent après l'Afrique du Sud. Le contexte commercial y est complexe. Nous nous efforçons d'aider nos entreprises à percer le marché nigérian. Il y a beaucoup de possibilités de commerce bilatéral. Il y a beaucoup de Nigériens qui sont très intéressés par beaucoup de choses que le Canada a à offrir.

• (1620)

Ziad Aboultaif: Merci.

Je vais céder le reste de mon temps de parole à Mme Rood.

Lianne Rood: Merci beaucoup.

L'ingérence étrangère est un problème bien documenté et très d'actualité au Canada, et nous savons tous que la Chine a de très grandes ambitions en Afrique avec sa stratégie La Ceinture et la Route.

Comment comptez-vous repérer et freiner l'influence et les intermédiaires étatiques hostiles dans les contrats d'approvisionnement, les partenariats de recherche et les systèmes numériques liés aux projets financés au moyen de cette stratégie, et quelles vérifications seront faites et rendues publiques pour que les Canadiens puissent voir exactement où va notre argent?

Cheryl Urban: L'ingérence étrangère est effectivement un enjeu très important. C'est un problème croissant dans le monde entier. C'est un phénomène que nous surveillons de très près par l'entremise de nos ambassades et des différents rapports qui sont produits. Comme nous savons qu'il y a un certain nombre d'acteurs internationaux sur le continent qui se livrent à des pratiques comme l'ingérence étrangère, c'est un aspect qui est important pour nous dans le cadre de notre engagement.

Pour ce qui est de la façon dont nous fonctionnons et dépensons les fonds, nous avons de nombreux mécanismes de contrôle. Nous travaillons avec des partenaires de confiance lorsque nous déployons des ressources aux fins de l'aide internationale à l'étranger et sur le continent africain. Nous procédons à des évaluations de la fiabilité de nos partenaires avant de leur octroyer du financement. Dans bien des cas, nous finançons des organismes. Nous ne fournissons pas de fonds directement aux gouvernements.

Je ne sais pas si Mme Steffen voulait ajouter quelque chose.

Susan Steffen: La question de savoir comment nous gérons les risques dans le cadre de nos programmes de développement — qui reçoivent la majeure partie de ce financement fourni par le gouvernement canadien — est très pertinente. Nous révisons régulièrement nos processus.

Notre sous-ministre adjointe a parlé des évaluations des risques que nous effectuons et des structures que nous mettons en place pour atténuer les risques encourus. En outre, nous menons aussi régulièrement des vérifications et des missions de surveillance. C'est en partie la raison pour laquelle nous avons des gens sur le terrain. Lorsque nous avons besoin d'une expertise particulière, nous mettons tout en œuvre pour embaucher les experts capables d'accomplir le travail sur le terrain.

Lianne Rood: Y a-t-il une exigence de transparence quant à la façon dont les fonds sont utilisés? Lorsque vous donnez de l'argent à une organisation, cherchez-vous à savoir comment elle utilise l'argent des contribuables canadiens, ou comment elle est financée?

Susan Steffen: Oui, des rapports financiers sont produits assez régulièrement. Tout dépend du niveau de risque. Si le risque est plus élevé, nous augmentons la fréquence des rapports sur la façon dont tout l'argent est dépensé.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Fortier.

Vous avez cinq minutes.

[Français]

L'hon. Mona Fortier (Ottawa—Vanier—Gloucester, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je vous remercie d'être ici aujourd'hui pour discuter de l'importante Stratégie du Canada pour l'Afrique qui a été mise en avant.

J'aimerais poursuivre sur la lancée des réponses données aux questions de mon collègue Robert Oliphant, parce que, étonnamment, je comptais poser les mêmes questions que lui, mais en français. De plus, nous ne nous sommes même pas parlé.

Je vais peut-être aller un peu plus loin. Je trouve important de savoir comment mettre cette stratégie en œuvre, comment l'appliquer.

La diaspora afro-canadienne compte 1,3 million de Canadiens et de Canadiennes. On sait que nous pouvons réaliser beaucoup de choses en mettant ces gens à contribution. On a parlé du pôle commercial, mais le premier ministre a également annoncé, le 5 septembre dernier, de nouvelles mesures visant à protéger, renforcer et transformer les industries stratégiques canadiennes ainsi qu'à les aider à faire face aux répercussions des changements de la politique commerciale américaine.

Parmi ces mesures se trouve le Fonds de réponse stratégique, qui prévoit 5 milliards de dollars pour aider les entreprises canadiennes de tous les secteurs touchés par les droits de douane à s'adapter, à se diversifier et à se développer. De plus, une aide est prévue pour les producteurs canadiens de canola et de produits agricoles. C'est donc un montant de 75 millions de dollars sur cinq ans qui sont prévus pour le programme Agri-Marketing du gouvernement du Canada. J'aimerais aussi aborder la question du bilinguisme du Canada, qui représente évidemment un avantage naturel pour faire du commerce en Afrique.

Comment ces mesures vont-elles s'arrimer avec notre Stratégie du Canada pour l'Afrique et la possibilité de faire participer d'avantage la diaspora afro-canadienne à cette initiative?

• (1625)

[Traduction]

Andrew Smith: Il s'agit là d'un tableau très général de la façon dont le gouvernement aborde les questions liées aux droits de douane. En ce qui concerne la diaspora, nous avons porté une attention particulière aux possibilités qui existent en Afrique en essayant de déterminer quels types de partenaires il faut cibler au Canada en vue de la réalisation d'éventuels projets en Afrique.

Je dirais que les entreprises appartenant à des Noirs constituent un sous-ensemble très intéressant parmi les entreprises canadiennes. Certaines de ces entreprises ont établi des liens très étroits avec l'Afrique, un avantage qui peut être mis en commun plus efficacement avec d'autres entreprises appartenant à des Noirs et, dans une perspective plus générale, avec d'autres entreprises canadiennes qui souhaitent travailler en Afrique.

Nous cherchons des moyens de mobiliser ces entreprises de manière à soutenir leurs efforts et leurs aspirations d'exportation vers l'Afrique.

[Français]

L'hon. Mona Fortier: Récemment, j'ai rencontré à Montréal des représentants de la Chambre de commerce Bénin-Canada qui, justement, m'ont demandé comment ils pouvaient s'y prendre pour contribuer à la diversification des marchés que le Canada veut en-

treprendre en Afrique, notamment au Bénin, on l'espère, et pour rester concurrentiels malgré les tarifs douaniers américains.

Il s'agissait donc d'une invitation. Que fait-on quand on nous pose une telle question sur le terrain? Vers qui dirige-t-on ces gens, vers des commissaires commerciaux ou un pôle commercial?

Je pense que c'est cette question qui se pose lorsqu'on parle de la Stratégie du Canada pour l'Afrique. Comment l'applique-t-on?

Susan Steffen: Je vous remercie de votre question.

Il est très intéressant que votre exemple concerne la Chambre de commerce Bénin-Canada, parce que je n'ai pas encore eu la chance de rencontrer ses membres. Vous pourriez donc peut-être les mettre en contact avec nous.

En effet, nos agents commerciaux d'Ottawa font partie du pôle commercial. Ce ne sont pas deux choses différentes. Je conseillerais à ces gens de communiquer avec nos agents commerciaux sur le terrain, au Bénin. C'est une réponse très pragmatique.

L'hon. Mona Fortier: Par ailleurs, j'ai participé au Forum international d'affaires Impact Diaspora, un événement grandiose qui s'est déroulé à Ottawa, tout récemment. L'ambassadeur de la Mauritanie m'a informée qu'il revenait à Ottawa parce qu'il voulait faire des affaires au Canada. Nous n'entendions plus parler de ce pays depuis un certain temps, mais il s'est alors montré disposé à collaborer de nouveau avec nous.

Il est donc aussi intéressant de constater que cette stratégie attire d'éventuels partenaires commerciaux. Savez-vous s'il existe d'autres possibilités de faire des affaires avec des pays comme la Mauritanie, qui veulent de nouveau collaborer avec le Canada?

[Traduction]

Le président: Veuillez répondre très brièvement, s'il vous plaît.

Andrew Smith: Pour répondre à la question qui vous a été posée à Montréal, je dirais simplement que la stratégie s'inscrit dans un effort plus vaste, bien sûr, au sein du gouvernement du Canada et certainement au sein du ministère.

Je pense qu'il vaut la peine de faire valoir aux intéressés l'utilité d'un programme comme CanExport.

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur Holman, vous avez cinq minutes.

Kurt Holman (London—Fanshawe, PCC): Merci, monsieur le président, et merci aux témoins qui participent à la réunion du comité des affaires étrangères aujourd'hui.

J'aimerais poser des questions sur la situation géostratégique et les risques d'ingérence étrangère en Afrique.

Quels efforts le Canada et ses alliés déploient-ils pour contrer la présence accrue de la Russie et de la Chine sur le continent?

Cheryl Urban: Je vais commencer, et mes collègues pourront vous donner un peu plus de détails.

Nous sommes effectivement bien conscients que des pays comme la Russie et la Chine sont très présents sur le continent. En fait, ils augmentent le nombre de leurs ambassades pour mieux asseoir leur position là-bas. Dans l'ensemble, les volumes commerciaux augmentent, et on est actif notamment au chapitre de l'extraction de minéraux et de l'approvisionnement en armes.

Le gouvernement du Canada en est tout à fait conscient. C'est aussi la raison pour laquelle nous maintenons une présence diplomatique dans plusieurs pays, notamment en Afrique de l'Ouest et dans des endroits comme le Mali. En entretenant des relations avec nos homologues gouvernementaux, nous nous assurons de faire contrepoids en faisant peser l'influence canadienne dans la balance. Nous pouvons ainsi demeurer bien au fait des différents dossiers préoccupants sur le continent.

Peut-être que Mme Steffen voulait ajouter quelque chose?

• (1630)

Susan Steffen: Étant donné que je m'occupe de l'Afrique de l'Ouest, c'est évidemment une question qui revient très souvent en tête de liste.

Je pense que nous devons être réalistes quant à ce qu'il est possible de faire. Nous ferons de notre mieux pour rester engagés dans cette région. On nous demande souvent pourquoi nous continuons de parler avec des interlocuteurs avec lesquels nous sommes en désaccord, et c'est en grande partie pour cette raison. À un moment donné, nous allons trouver un terrain d'entente quelconque. Nous pouvons cheminer ensemble en essayant de bâtir une relation mettant de l'avant un éventail de possibilités et de façons de faire qui correspondent davantage à la manière dont nous aimerions que les choses se passent.

La conjoncture est actuellement très difficile dans cette région. La présence des Russes y est très marquée. Celle des Chinois également, et ce, depuis fort longtemps. C'est l'une des choses auxquelles nous prêtons une attention particulière. Il arrive que nous n'obtenions pas de résultat dans l'immédiat, et que nous n'en obtenions pas non plus à court terme, mais si nous poursuivons nos efforts sans relâche, nous améliorons nos chances de parvenir à nos fins dans une perspective se rapprochant davantage du moyen terme.

Kurt Holman: Merci.

J'aimerais revenir à des questions précises. Quelles mesures le Canada prend-il pour contrer l'initiative chinoise des nouvelles routes de la soie, et le ministère craint-il de voir l'influence de Pékin s'étendre davantage à la faveur de cette stratégie?

Cheryl Urban: Il y a plusieurs options à envisager. Il y a d'abord le fait que le Canada assume cette année la présidence du G7, ce qui lui donne l'occasion de mobiliser ses partenaires au sein de ce groupe. Il y a aussi, par exemple, le Plan d'action du G7 sur les minéraux critiques dans le cadre duquel les pays du G7 et d'autres alliés se concentrent notamment sur l'extraction durable de minéraux critiques et sur le respect des normes internationales. Nous estimons que cela devrait nous permettre de progresser tous ensemble. Par conséquent, nous mettons beaucoup l'accent sur la collaboration avec des partenaires aux vues similaires.

Il y a aussi l'initiative de PGII qui voit les membres du G7 investir collectivement dans les infrastructures partout dans le monde, y compris sur le continent africain. L'idée est d'avoir une proposition de valeur pour s'assurer qu'il y a une solution de rechange et un contrepoids.

Dans le cadre de la Stratégie du Canada pour l'Afrique, nous cherchons à diversifier le commerce canadien et à classer les marchés par ordre de priorité. Il s'agit notamment de déterminer à quels endroits nous pourrions trouver des partenaires africains avec lesquels il sera possible d'établir des chaînes d'approvisionnement

avantageuses pour le Canada, et des minéraux critiques susceptibles d'intéresser le Canada et ses alliés.

Kurt Holman: Merci.

Quelle incidence la décision récente de la France de suspendre sa coopération antiterroriste avec le Mali a-t-elle eue sur la Stratégie du Canada pour l'Afrique?

Susan Steffen: Le Mali, voilà bien un sujet intarissable.

Je ne sais pas si je peux répondre directement à cette question dans l'état actuel des choses.

Les changements intervenus quant à la présence américaine dans toute l'Afrique de l'Ouest exigent un certain ajustement pour tout le monde. C'est le cas pour les gouvernements de cette région en particulier, comme en fait pour tous ceux qui sont engagés là-bas. Les Français ont une relation particulière avec les pays de cette région, et nous devons tous nous adapter à la position que ces pays ont adoptée.

Les choses ne progressent pas comme nous l'aurions souhaité, mais, comme je l'ai dit plus tôt, nous restons engagés pour voir de quoi il en retourne exactement et pour cerner les possibilités qui s'offrent à nous. Si nous nous désengageons complètement, nous ne pourrions pas profiter des éventuels débouchés. Nous avons donc une présence réduite au Mali et au Burkina Faso. Pour l'instant, nos représentants demeurent là-bas dans des circonstances très difficiles pour garder ces voies de communication ouvertes et pour voir où nous pouvons avoir une incidence positive.

Le président: Merci.

• (1635)

Cheryl Urban: Je pourrais peut-être ajouter une référence à la Stratégie du Canada pour l'Afrique.

Le président: Soyez très brève.

Cheryl Urban: Nos objectifs dans le cadre de la Stratégie du Canada pour l'Afrique ne concernent pas seulement le Mali. Une partie de notre approche consiste à établir par ailleurs de solides partenariats avec des pays comme la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Bénin, qui sont des démocraties fortes avec lesquelles nous pouvons nous associer pour lutter contre la propagation du terrorisme et l'instabilité dans la région. Nous avons également un envoyé spécial pour le Sahel, qui coopère à l'échelle internationale. Je pense que nos efforts sont de plus vaste portée et en valent la peine. Nous sommes confrontés à certaines difficultés dans le cadre de nos activités dans ce pays, mais cela s'inscrit dans un contexte plus large, et je pense qu'il est plus important que jamais de s'engager dans cette voie.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Blair.

Vous avez cinq minutes.

L'hon. Bill Blair (Scarborough-Sud-Ouest, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins, non seulement de leur présence aujourd'hui, qui a été très instructive et très utile pour le Comité, mais aussi de leur important travail relativement à la Stratégie du Canada pour l'Afrique. Je pense que vous avez bien positionné le pays en vue de la suite des choses.

J'aimerais parler un peu de certaines de ces prochaines étapes. Comme mes collègues l'ont déjà reconnu, il y a des défis à relever. Je pense que la Chine est bien établie en Afrique grâce à ses investissements dans la nouvelle route de la soie. Non seulement les Chinois accaparent-ils outrageusement l'extraction des minéraux critiques et du cuivre en Afrique centrale et celles des minéraux critiques par l'entremise du Zimbabwe et du Mali, mais ils contrôlent aussi la transformation de ces minéraux, ce qui, il faut bien le dire, met en péril nos chaînes d'approvisionnement.

Même s'il est beaucoup question de nos bonnes relations, je me dois de noter que l'argent joue un rôle de premier plan dans ces investissements. En 2019, les États-Unis ont mis sur pied leur société de financement du développement international, qui investit quelque 8 milliards de dollars par année dans le développement de l'Afrique, ce qui, à mon avis, pourrait être avantageux pour nous.

Ma question porte sur les prochaines étapes de la Stratégie du Canada pour l'Afrique. Comment notre pays se positionne-t-il? J'aimerais notamment entendre vos commentaires sur l'élaboration et la négociation d'ententes multilatérales avec des pays africains riches en minéraux critiques, afin de sécuriser et de maintenir ces chaînes d'approvisionnement durables.

Madame Steffen, vous avez parlé de la possibilité d'établir des cadres de partenariat officiels avec les pays africains pour coordonner les investissements, le transfert de technologie et les normes environnementales.

Nous comprenons que le contexte peut être difficile, mais, en même temps, je pense que la prochaine étape incontournable de notre stratégie est d'établir des accords bilatéraux et multilatéraux avec une ou plusieurs nations avec lesquelles nous pouvons travailler dans ce domaine.

Cheryl Urban: C'est un défi très réel dont nous sommes bien au fait pour ce qui est des minéraux critiques et de leur transformation.

Il est souvent question du démantèlement par les États-Unis de leur agence pour le développement international et du désengagement des Américains à ce chapitre. Il faut toutefois constater que ce retrait coïncide avec un engagement accru des États-Unis sur le plan économique dans le cadre d'une nouvelle politique de développement commercial, et non d'aide internationale, qui définit leur démarche diplomatique. En fait, je crois qu'ils sont en train de devancer la Chine à titre de principal investisseur sur le continent.

Il y a des possibilités pour le Canada. Nous savons que d'importants efforts sont actuellement déployés le long du corridor de Lobito, en Afrique australe, et le Canada a ainsi l'occasion de collaborer avec d'autres parties, y compris des pays africains. Comme je l'ai mentionné, nous avons eu beaucoup de discussions avec l'Afrique du Sud dans le cadre de nos présidences du G7 et du G20, afin d'explorer les possibilités de coopération, et même avec les États-Unis, pour voir quels peuvent être les débouchés pour le Canada dans ce domaine.

Je vais demander à M. Smith de vous en dire davantage.

Andrew Smith: Je dirais qu'en ce qui concerne l'engagement multilatéral, nous pouvons certes travailler par l'entremise de l'Union africaine. Il existe des normes et des approches bien établies pour l'exploitation minière en général, mais aussi pour les minéraux critiques. C'est une priorité importante pour nous.

Pour ce qui est des relations bilatérales, il faut se demander comment nous — en tant que gouvernement et que secteur public —

pouvons participer à des activités qui relèvent en fait du secteur privé. Nous devons aussi nous interroger sur les moyens à mettre en oeuvre pour nous assurer que les minéraux et les chaînes d'approvisionnement nécessaires à leur distribution sont conformes à nos normes. Je pense que c'est très important. Les normes sont au cœur du Plan d'action du G7 sur les minéraux critiques.

Comme je l'ai indiqué précédemment, l'image de marque du Canada en Afrique est très axée sur le respect des normes en matière d'environnement, de société et de gouvernance que le G7 et d'autres pays aux vues similaires ont établies et jugent primordiales dans le contexte de nos activités commerciales en Afrique. Je pense que c'est une excellente tribune pour faire valoir la position du Canada en matière d'extraction et de production de minéraux.

Je suppose qu'il convient également de se demander comment nous pouvons travailler en partenariat avec les gouvernements africains en nous assurant que l'extraction de ces minéraux procure également des avantages aux populations locales.

• (1640)

L'hon. Bill Blair: Je crois que le Comité est résolument favorable à la poursuite de nos efforts en matière d'aide au développement et de diplomatie dans cette région, mais je pense que nous devons également réfléchir aux possibilités de travailler du même coup dans le sens des intérêts économiques du Canada dans la région.

J'estime que nous avons beaucoup à offrir, mais les problèmes de gouvernance et même de corruption dans certains de ces pays font en sorte qu'il est très difficile d'assurer le respect de ces normes dans les opérations minières.

Le président: Veuillez répondre très brièvement, s'il vous plaît. Nous n'avons plus de temps.

L'hon. Bill Blair: Si vous avez une réponse, s'il vous plaît...

Andrew Smith: Je dirais très rapidement que, dans le cadre de notre réflexion sur le programme de commerce et de développement, nous essayons, parallèlement aux efforts déployés par nos délégués commerciaux dans ces marchés, de régler ces problématiques que vous soulevez en parlant de la corruption et des autres obstacles créant des risques excessifs sur les marchés pour les entreprises canadiennes.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Simard.

Vous avez deux minutes et demie.

[Français]

Mario Simard: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je veux poursuivre dans la même veine.

Tout à l'heure, madame Urban, vous avez parlé d'une initiative, ou je ne sais trop quoi, portant le nom de « PGII ».

Pouvez-vous expliquer rapidement ce que c'est?

[Traduction]

Cheryl Urban: Il s'agit du Partenariat du G7 pour les infrastructures mondiales et l'investissement.

[Français]

Cette initiative a commencé sous le gouvernement du Royaume-Uni, lors de sa présidence du G7.

Mario Simard: D'accord, mais ce n'est pas ce dont on parle. Il y a une discussion pour avoir des prix planchers sur les minéraux critiques, ce qui ferait en sorte qu'on arriverait...

Est-ce dans le cadre de cette initiative?

Cheryl Urban: Non, c'est différent.

[Traduction]

Voulez-vous parler de ce partenariat?

Andrew Smith: Je dirais simplement que le Partenariat est étroitement lié à l'exploitation des minéraux critiques. On s'intéresse aux corridors de transport d'une manière générale...

[Français]

Mario Simard: D'accord.

[Traduction]

Andrew Smith: ... mais le corridor de Lobito est celui sur lequel nous nous concentrons tout particulièrement.

[Français]

Mario Simard: Merci.

Je suis un député du Bloc québécois. Je ne peux donc pas passer sous silence la doctrine Gérin-Lajoie, qui est le fondement de la politique extérieure du Québec.

Je sais qu'il y a beaucoup de coopération entre le Québec et l'Afrique, notamment avec le Sénégal. Il n'y a pas si longtemps, j'ai vu que le Cégep de la Gaspésie et des Îles avait reçu 25 millions de dollars pour un genre de programme en agriculture.

Ma question est fort simple: respectez-vous ce genre d'initiatives faites par le Québec ou d'autres provinces et ont-elles une place dans votre stratégie?

Cheryl Urban: Absolument.

Nous travaillons ensemble, même dans les missions.

Madame Steffen va vous donner plus de détails.

Susan Steffen: Je vous remercie de votre question.

En effet, nous avons des relations très étroites et collaboratives avec les bureaux outremer du gouvernement du Québec. Il y a en à Abidjan, à Dakar et à Rabat. Nous travaillons étroitement ensemble. Parfois, le Bureau du Québec peut faire quelque chose que l'ambassade ne peut pas faire, et l'inverse est aussi vrai. Nous nous entraînons beaucoup.

Par ailleurs, au Québec, le milieu universitaire et certaines organisations ont une affinité avec l'Afrique de l'Ouest; ils ont des relations, des partenariats et des liens qui datent depuis très longtemps. Par exemple, le Centre d'étude et de coopération internationale, ou CECI, et l'UPA Développement international, ou UPA DI, ont des liens très forts dans la région.

Nous nous appuyons sur ces liens pour avoir des projets très efficaces dans des domaines d'expertise.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Rood.

Vous avez cinq minutes.

Lianne Rood: Les Canadiens ont une longue et fière histoire de collaboration avec les pays africains aux fins du développement dans le cadre de projets comme l'Initiative de Muskoka, sous le dernier gouvernement conservateur. J'ai eu la chance de me rendre sur le terrain en Tanzanie, par exemple, et j'ai été directement témoin de ces histoires de réussite. J'ai pu ressentir la gratitude des résidents et des femmes qui ont fréquenté les cliniques pour les soins maternels et infantiles et les maisons des naissances.

Dans la stratégie dont nous parlons aujourd'hui, il n'est pas question des soins de santé pour les mères, les nouveau-nés et les enfants. Je me demande pourquoi la stratégie ne prévoit pas que l'on perpétue la tradition canadienne en matière de soins maternels.

• (1645)

Cheryl Urban: Merci beaucoup de la question.

Le Canada est effectivement très fier d'avoir investi dans la santé des mères et des nouveau-nés. En fait, nous n'avons jamais cessé de le faire et nous le faisons même avant l'Initiative de Muskoka. C'est en quelque sorte l'épine dorsale de nos interventions.

La Stratégie du Canada pour l'Afrique s'articulera toujours autour de la volonté de faire fond sur les investissements canadiens antérieurs et sur l'héritage des bonnes choses que nous avons faites. Cela comprend le leadership dont nous avons fait preuve en matière d'égalité des genres et nos investissements en faveur des femmes et des filles et dans la santé des femmes.

La Tanzanie est un très bon exemple à ce titre. Je pourrais peut-être céder la parole à Mme Nicholls à ce sujet, mais je vous dirai d'abord que nos investissements dans la santé en Tanzanie ont été particulièrement durables, en ce sens qu'ils nous ont aidés à renforcer les systèmes de santé tanzaniens. C'est très avantageux pour les femmes. L'Afrique, ce n'est un secret pour personne, enregistre des taux de mortalité maternelle absolument épouvantables. Il y a donc un très grand besoin à ce chapitre.

Sara Nicholls: Tout à fait.

Je suis très heureuse que vous ayez eu l'occasion de voir tout cela de près, car c'est l'un des endroits sur le continent où on a été en mesure d'accomplir le travail le plus efficace, et ce, avec le concours de partenaires canadiens très solides.

Si je peux ajouter quelque chose à ce que notre sous-ministre adjointe a dit, ces investissements dans la santé sont une plateforme de choix sur laquelle s'appuyer pour dialoguer avec le gouvernement et intervenir dans d'autres domaines. L'équipe du haut-commissariat, en collaboration avec le haut-commissaire, est très déterminée à s'engager dans cet espace en poursuivant dans le sens de cette tradition bien établie.

Lianne Rood: Je suis simplement curieuse de savoir pourquoi cela n'a pas été inclus dans la stratégie. La stratégie n'en fait pas mention. S'agit-il simplement d'un oubli?

Cheryl Urban: Non, ce n'est pas un oubli, parce que la stratégie joue un rôle de pivot. Elle vise à nous orienter vers une utilisation de l'aide internationale axée davantage sur des activités qui stimulent la croissance économique, le commerce et le développement.

Notre aide internationale n'a pas beaucoup servi à ces fins dans le passé. Cela ne veut pas dire que nous abandonnons entièrement les priorités ou les secteurs dans lesquels nous avons déjà investi. Nous investissons dans divers domaines. En fait, la stratégie parle un peu du passé et des bonnes pratiques que nous avons déjà mises en place. Elle ne vise pas à laisser complètement de côté tous les investissements ou les priorités du passé.

Lianne Rood: Merci beaucoup de cette réponse.

La stratégie promet des résultats plus clairs. Je suis curieuse de savoir s'il y aura un tableau de bord public pays par pays sur la santé maternelle et des nouveau-nés, et sur les décès maternels, les décès néonataux et la vaccination, et s'il sera mis à jour chaque année.

Cheryl Urban: Nous pouvons prendre note que plus de renseignements sont souhaités dans ces domaines.

Lianne Rood: D'accord.

Cheryl Urban: Nous travaillons bien sûr avec des partenaires pour suivre les résultats du développement dans les pays où nous entreprenons des projets. Nous présentons des rapports sur ce dans quoi nous investissons, même au niveau des projets. Comme je l'ai mentionné, dans le cadre du processus budgétaire, nous avons un rapport sur l'aide internationale du Canada qui est publié chaque année, et dans lequel nous nous employons à fournir des exemples précis des résultats de nos investissements dans le développement.

Je ne sais pas si mes collègues ont quelque chose à ajouter.

Lianne Rood: À ce sujet, êtes-vous en mesure de nous dire combien de fonds consacrés à la stratégie pour l'Afrique sont explicitement réservés à la santé maternelle, néonatale et infantile pour les cinq prochaines années, par rapport aux niveaux de Muskoka? De plus, comment protégerez-vous ces fonds pour éviter qu'ils soient réaffectés?

Cheryl Urban: Après la réunion, nous pourrions vous fournir des renseignements détaillés sur les investissements passés et les secteurs auxquels ils ont été consacrés, mais je ne peux pas parler de l'affectation des fonds au cours des cinq prochaines années, car c'est à la discrétion du ministère. Le processus suit son cours pour déterminer où les investissements seront faits.

Lianne Rood: D'accord.

Merci.

Ma dernière question est la suivante: pourriez-vous nous dire quels sont, en Afrique, les principaux pays partenaires en matière de santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, et quels sont leurs objectifs de réduction de la mortalité maternelle et néonatale ou d'accès à des sages-femmes qualifiées?

Sara Nicholls: Je peux parler des quatre principaux pays, soit la Tanzanie, le Mozambique, le Ghana et l'Éthiopie.

Lianne Rood: Merci beaucoup.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Rob Oliphant.

Vous avez cinq minutes.

L'hon. Robert Oliphant: Merci encore, monsieur le président.

« Noyau » et « pivot » sont deux mots que je n'aime pas. J'ai utilisé le mot « noyau » dans ma dernière question, et je vais utiliser le mot « pivot » dans la présente.

J'aimerais en savoir un peu plus sur le pivot dont vous avez parlé. Nous n'expliquons pas assez bien, sans doute à l'opposition et sans doute aux Canadiens, l'énorme changement que cela signifie. Nous passons d'un modèle du XX^e siècle basé sur la bienfaisance et l'assistance à un modèle du XXI^e siècle basé sur la prospérité mutuelle, la sécurité mutuelle et l'engagement de pays à pays, d'égal à égal, ce qui est très différent pour nous. Cela ne signifie pas nécessairement qu'il y aura moins de ressources, mais il faudra les faire pivoter vers des projets qui créeront une classe moyenne mobile, et ensuite un endroit où nous pourrions vendre nos produits et avoir des échanges commerciaux. J'aimerais en savoir un peu plus sur cette question en premier.

Je vais vous donner un aperçu de la deuxième question. Dans le sixième pilier du rapport, on parle de la participation des pays africains sur la scène mondiale et de l'ouverture des forums multilatéraux à une représentation proportionnelle appropriée des voix africaines aux Nations unies, aux organes des Nations unies et dans les forums multilatéraux. Comment allons-nous nous y prendre?

La première porte un peu plus sur le pivot et l'autre sur la participation des pays africains et la place qui leur revient sur la scène mondiale.

● (1650)

Cheryl Urban: D'accord, merci beaucoup.

Pour répondre à cette question, il serait peut-être utile de parler un peu du contexte dans lequel nous travaillons. En effet, le pivot dont nous parlons nous mène vers une plus grande coopération économique dans nos relations en matière de développement sur le continent africain. Nous savons que, même dans le cadre de nos consultations sur la stratégie pour l'Afrique, c'était ce que voulaient nos interlocuteurs en Afrique. Ils voulaient une plus grande coopération économique. Nous savons également qu'à l'échelle mondiale, on s'attend à ce que les niveaux d'aide publique au développement diminuent de 17 % en 2025. Ils diminuent en général dans le monde.

La discussion était lancée. La discussion était lancée au niveau mondial sur la façon de rendre l'aide internationale le plus efficace possible. Les pays examinent différents modèles. Les modèles entre pairs et mutuellement bénéfiques sont assurément une façon d'entreprendre des projets de développement. Cela suppose également de faire appel au secteur privé et d'examiner des façons novatrices d'entreprendre des projets de développement international, par exemple, en envisageant l'investissement à retombées sociales et le financement mixte comme moyens à utiliser dorénavant.

Nous pouvons investir dans divers domaines. Par exemple, nous pouvons continuer à investir dans la santé, mais nous pouvons le faire comme le monde se prépare à le faire, c'est-à-dire en veillant à ce que les investissements soient durables. Nous pouvons nous assurer d'investir dans les institutions de telle sorte qu'elles aient les capacités de le faire elles-mêmes à long terme et de rendre ainsi les avantages du développement plus durables sur le long terme. De plus, je dirais que nous mettons l'accent sur le commerce et l'investissement parce que c'est ce que recherchent les partenaires africains, parce qu'ils sentent que c'est ainsi qu'ils ont le contrôle sur leur propre développement.

Sur la scène mondiale, j'ai mentionné dans ma déclaration préliminaire que le Canada a activement soutenu la participation de l'Union africaine au G20, et nous sommes heureux de voir que cela s'est concrétisé. Nous voyons également les avantages et reconnaissons la valeur de donner une plus grande voix aux Africains au sein des organisations multilatérales, que ce soit avec ou sans l'aide du Canada. En fait, le contexte des institutions multilatérales à l'échelle mondiale est en pleine mutation, et l'hémisphère Sud exige d'avoir une plus grande voix au chapitre.

Ce que nous faisons notamment, c'est de donner des instructions à nos directeurs généraux dans les institutions financières internationales, à la Banque mondiale et dans les banques de développement. Nous leur parlons de la réforme des institutions multilatérales, des institutions financières internationales et des banques de développement, afin qu'elles puissent...

L'hon. Robert Oliphant: J'aimerais poser une dernière question.

Comment la stratégie a-t-elle été accueillie par nos partenaires africains, en particulier les gouvernements, pour ce qui est des relations d'État à État?

Cheryl Urban: Depuis la publication de la stratégie, je dirais qu'en général, ce qu'on nous a dit, c'est que le gouvernement du Canada reconnaît ainsi que les relations diplomatiques avec l'Afrique sont importantes. Ils se réjouissent de voir que la stratégie établit un cadre afin que nous puissions nous mettre au travail.

Je dirais en outre qu'ils sont impatients de s'y mettre. Ils sont très enthousiastes. Dans les missions et à l'administration centrale, nous travaillons avec des partenaires qui veulent vraiment passer à la mise en œuvre.

L'hon. Robert Oliphant: Merci.

Le président: Merci beaucoup. Vous avez terminé juste à temps.

Nous passons maintenant à M. Michael Chong, pour cinq minutes.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills-Nord, PCC): Merci, monsieur le président.

J'aimerais parler de quelque chose que vous avez mentionné dans votre déclaration préliminaire. Comme vous l'avez répété, le gouvernement a pivoté dans sa politique étrangère. Le premier ministre et la ministre des Affaires étrangères ont mentionné que la priorité absolue du gouvernement en matière de politique étrangère est la défense et la sécurité. La deuxième priorité est la résilience économique, qui consiste notamment à diversifier le commerce et à veiller à ce que le Canada soit un partenaire commercial fiable, ce à quoi vous avez fait référence dans votre déclaration préliminaire.

Au sujet du deuxième pilier, le premier ministre a déclaré il y a environ trois semaines que le gouvernement s'emploie à accélérer l'exportation de l'énergie canadienne, en particulier le pétrole et le gaz. Il a dit que le Canada est une « superpuissance énergétique » assumée et que: « nous possédons la troisième réserve de pétrole au monde et sommes le quatrième producteur mondial de gaz naturel ». Il a aussi ajouté que nous venions de commencer nos premières expéditions de GNL.

Comme vous le savez, l'Afrique est un continent de 1,3 milliard d'habitants, qui consomment autant de pétrole que nous le faisons chaque jour — environ quatre millions de barils par jour, ce qui est un peu plus que nous —, mais nous sommes un pays de 40 millions

d'habitants. Ils ont désespérément besoin d'énergie — de pétrole et de gaz — pour se développer.

Y a-t-il une approche pangouvernementale, en particulier au sein du ministère des Affaires étrangères, pour donner suite à l'engagement du premier ministre d'accélérer les exportations canadiennes de pétrole et de gaz vers le continent africain, où ces pays ont besoin d'énergie? Que fait l'ensemble du gouvernement, en particulier le ministère des Affaires étrangères, pour y parvenir?

• (1655)

Andrew Smith: Je pense que l'un des enjeux en Afrique est que l'énergie n'est pas utilisée de manière très efficace. L'électrification y demeure un problème majeur, car 300 millions d'Africains sont toujours sans électricité. La pauvreté énergétique est un grave problème. Ce n'est pas nécessairement dû à un manque d'énergies fossiles. Le principal produit d'exportation — je ne suis pas sûr que ce soit le principal — d'un pays comme le Nigeria, par exemple, qui compte des dizaines de millions de personnes qui n'ont pas accès à l'électricité, est le pétrole.

Là où le Canada, à mon avis, peut être utile à cet égard, pour accroître ses exportations dans le secteur de l'énergie, c'est avec sa technologie. Nous constatons qu'au Nigeria, qu'en Tanzanie et dans d'autres marchés où la technologie énergétique canadienne peut être utilisée, où elle peut...

L'hon. Michael Chong: Je me permets de vous interrompre pour mentionner simplement que le moyen le plus rapide d'augmenter la production d'électricité avec un produit à plus faible teneur en carbone que le charbon conventionnel est le gaz naturel. Le Canada possède 30 billions de mètres cubes de réserves de gaz naturel. Le Nigeria en a peut-être six milliards de mètres cubes. Nous avons plus de gaz naturel que tout le continent africain, et c'est une façon infailible d'augmenter la production d'électricité. C'est pourquoi, lorsque l'Ontario a fermé sa centrale au charbon à Nanticoke, elle a remplacé une grande partie de cette production par des centrales au gaz naturel dans toute la province pour combler l'écart.

Nous avons l'occasion ici de faire en sorte que l'Afrique ne devienne pas dépendante du charbon, comme la Chine, pour augmenter sa production d'électricité en contribuant massivement aux émissions mondiales. Le gaz produit environ la moitié moins de gaz à effet de serre par kilowattheure que le charbon.

Je pense que c'est un élément qui doit faire partie intégrante de l'approche du gouvernement à l'égard de l'Afrique. Comme je l'ai dit, l'Afrique manque d'énergie et le Canada possède les troisième et quatrième plus grandes réserves de pétrole et de gaz au monde. Je pense que cela doit faire partie de ce que le gouvernement fait en Afrique.

Cheryl Urban: J'ajouterais simplement qu'Affaires mondiales Canada et Exportation et développement Canada ont, bien entendu, été chargés de mettre en œuvre le programme de diversification commerciale du gouvernement. L'Afrique fera partie de la stratégie au fur et à mesure qu'elle sera déployée.

L'hon. Michael Chong: Merci.

Le président: Nous passons maintenant à Mme Anita Vandenberg.

Vous avez cinq minutes.

Anita Vandenberg: Merci.

J'aimerais revenir sur quelque chose que vous avez dit, monsieur Smith, au sujet de l'image de marque du Canada, en particulier lorsqu'il s'agit de sujets comme l'exploitation des ressources.

Lorsque j'étais en République démocratique du Congo et que je parlais à des fonctionnaires là-bas, on sentait qu'ils voulaient ardemment plus de Canada. Et s'ils voulaient plus de Canada, en particulier dans le secteur de l'exploitation des ressources, c'est en raison de ces valeurs. Le Canada s'occupe des collectivités locales et veille à ne pas créer de conflits dans les régions locales où se trouvent les minéraux. Il y a aussi les normes environnementales. Nous apportons des éléments que les autres n'apportent pas. C'est un avantage pour le Canada.

Je remarque également que, dans le commerce mondial en général, le Canada instaure des relations commerciales de peuple à peuple. C'est un commerce qui ne profitera pas seulement aux entreprises et aux élites, mais aussi à la population, et c'est d'une importance vitale aujourd'hui, à un moment où l'on voit de plus en plus d'obstacles se dresser contre la mondialisation. On voit de l'isolationnisme. Je crois qu'il faudrait presque trouver un contre-poids, un peu comme l'État providence en a été un pour le capitalisme, afin de s'assurer que cela profite réellement à la population.

Pouvez-vous nous en dire plus sur la façon dont le Canada est perçu, en particulier dans ces domaines, mais aussi en ce qui concerne le travail que nous faisons avec FinDev et la Banque africaine de développement? Nous mobilisons des capitaux privés, mais le faisons-nous d'une manière qui aura de vastes avantages pour les collectivités et les populations locales? On entend souvent dire des pays d'Afrique qu'ils sont riches, mais que la population est pauvre. Quel rôle pouvons-nous jouer dans le cadre du commerce pour améliorer la situation?

• (1700)

Cheryl Urban: Je vais commencer, puis je céderai la parole à M. Smith.

Je pense que c'est ce qui est au cœur des relations mutuellement bénéfiques. Le Canada peut s'engager d'une manière qui est bénéfique pour son économie et sa sécurité, mais d'une manière qui profite en même temps aux pays avec lesquels nous travaillons en partenariat.

Nos valeurs et nos normes font de nous un partenaire intéressant pour les institutions et les gouvernements africains. Lorsque nous avons élaboré la stratégie pour l'Afrique, nous n'avions pas en tête seulement les débouchés sur le continent africain, mais aussi ce que le Canada a à offrir. Par conséquent, nous avons pris en considération les avantages que nous possédons et qui font de nous un partenaire de choix justement pour ces raisons.

Nous savons également que les partenaires africains s'intéressent à divers secteurs au Canada. Ils nous posent des questions sur l'agriculture, par exemple. Nous avons des partenariats en éducation. Les TIC, les technologies de l'information et des communications, sont un secteur qui les intéresse aussi. Nous voulons nous concentrer sur les secteurs qui font la force du Canada, et c'est dans ces secteurs qu'ils nous demandent de travailler en partenariat avec eux.

Nos liens linguistiques, qui ont également été évoqués au cours de cette réunion, nous procurent un avantage, parce que plusieurs pays veulent faire affaire avec un pays francophone. Dans le cadre

de la stratégie pour l'Afrique, nous voulons mieux tirer parti des avantages que présente le Canada et nous assurer de les maximiser.

Je ne sais pas si M. Smith veut ajouter quelque chose.

Andrew Smith: J'ai un exemple concret de ce dont il s'agit quand nous parlons d'étendre la portée de cet avantage mutuel.

J'aime beaucoup le travail que nous faisons avec l'African Guarantee Fund. À la Banque africaine de développement, nous avons un projet appelé AFAWA. Il offre des garanties aux institutions financières africaines pour les encourager à prêter et à offrir des services financiers aux femmes, car étonnamment, malgré le fait que les femmes sont d'excellentes clientes, elles sont souvent perçues comme constituant un trop grand risque. Ces garanties incitent donc les institutions financières à leur accorder des prêts. On constate que les garanties sont rarement utilisées, parce que les femmes sont un bien meilleur pari que prévu.

Anita Vandenberg: Merci beaucoup.

Il y a aussi les jeunes. Je sais que nous avons travaillé avec la Banque africaine de développement pour aider les jeunes qui n'ont pas de crédit ou d'expérience. Pour cette population, le retour sur investissement est plus important. Je comprends.

Il est dans l'intérêt du Canada de faire du commerce, surtout dans ce domaine en particulier, avec des pays démocratiques qui ont une bonne gouvernance et qui sont redevables à leurs citoyens, des pays pluralistes. Nous avons parlé de gouvernance. Je sais que le Canada fait beaucoup de renforcement des capacités en matière de bonne gouvernance. Il est de loin préférable qu'un pays soit redevable à sa population et qu'il lui fournisse des services de santé et d'éducation avec ses propres systèmes. C'est beaucoup plus durable que de continuer à dépendre de l'aide extérieure.

Pouvez-vous nous parler de démocratie et de gouvernance?

• (1705)

Le président: Nous avons largement dépassé le temps imparti. Malheureusement, cela devra attendre une autre fois. Nous avons dépassé le temps de 40 secondes. Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Simard, pour deux minutes et demie.

[Français]

Mario Simard: Merci beaucoup, monsieur le président.

J'aimerais revenir à la question énergétique soulevée par mon collègue M. Chong.

Un peu plus tôt, quand M. Oliphant vous a questionnés, vous avez parlé d'un pivot et de changer les relations paternalistes pour passer à des relations d'égal à égal entre partenaires économiques. Cela me fait penser au langage que nous utilisons pour parler de nos relations avec les communautés autochtones: on dit que les choix doivent être libres et éclairés. Sur le plan énergétique, je crois qu'il faut faire la distinction entre les besoins énergétiques du milieu industriel et les besoins énergétiques des individus.

M. Smith nous disait que la majorité des pays n'ont pas accès à l'électricité. Dans ces circonstances, les sources d'énergie à faible coût sont généralement éoliennes et solaires. Si notre objectif est de donner de l'énergie à des gens, et non à des procédés industriels, il faut favoriser les énergies solaire et éolienne. En ce sens, il ne faudrait pas mêler nos intérêts commerciaux, qui sont de faire le commerce du gaz et du pétrole, et l'épanouissement énergétique des Africains.

Je ne sais pas si vous êtes d'accord avec moi, mais des sources d'énergie propre sont peut-être plus intéressantes pour eux que le gaz et le pétrole.

[Traduction]

Andrew Smith: Je peux répondre à cette question de façon générale. Mes collègues vont peut-être avoir des exemples précis à ajouter. Je dirais que l'un des défis en Afrique, lorsqu'on parle d'énergies renouvelables, c'est que cela peut se faire à petite échelle. On peut avoir des microréseaux, et on peut utiliser l'énergie solaire et éolienne à très petite échelle, mais le faire à une échelle beaucoup plus grande, non pas à des fins commerciales, mais pour la population, est très difficile. Un député a parlé de la transition du pétrole au charbon et du fait que le gaz naturel est un meilleur choix, et je pense que c'est une solution qu'on examine de très près dans de nombreuses régions d'Afrique, où les réseaux ne permettent pas d'utiliser immédiatement des énergies renouvelables.

Je ne sais pas si quelqu'un a quelque chose à ajouter.

[Français]

Sara Nicholls: Je voudrais vous offrir l'exemple pratique d'une relation équilibrée.

[Traduction]

Nous pouvons penser à l'Afrique du Sud et aux investissements du Canada dans la transition énergétique équitable, qui vise à faire passer la dépendance de l'Afrique du Sud du charbon vers d'autres sources et à créer des débouchés commerciaux pour le Canada. Cette approche repose sur un prêt souverain au gouvernement de l'Afrique du Sud qu'il rembourse tous les six mois, et qui permet cette transition, le déclassement des mines de charbon, la formation d'une nouvelle main-d'œuvre et la lutte contre un chômage important dans ce pays. Cela crée également des possibilités dans ce nouveau secteur.

Le président: Merci beaucoup. Je vous remercie de votre présence et de votre témoignage aujourd'hui. Nous vous en sommes très reconnaissants. Je demande maintenant le consentement unanime des membres pour passer à huis clos, afin que nous puissions discuter des travaux du Comité.

[La séance se poursuit à huis clos.]

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>